

Le DASEN de l'Hérault a revendiqué auprès des représentant-es du personnel le fait de ne pas considérer le cadre règlementaire dans la situation actuelle : les circulaires, les fiches de poste ne l'intéressent plus.

Nombre d'AESH, d'enseignant-es, de médecins et d'infirmiers-ères scolaires, d'assistantes sociales, d'AED encaissent les difficultés du terrain, la pression et le mépris de la hiérarchie chaque jour, et continuent pourtant d'aller travailler.

Mais malheureusement, les premiers arrêts maladie, les premiers burn-out, et les premiers suicides arrivent, au beau milieu des nouvelles contaminations au Covid-19...

La deuxième phase du déconfinement, qui commence en juin, promet d'être compliquée.

Les projets du gouvernement et de LREM

Les projets de Blanquer sont exactement les mêmes depuis qu'il exerce de hautes fonctions : **concentrer l'école sur les apprentissages fondamentaux, développer le marché de l'enseignement à distance, casser les résistances et l'esprit d'équipe en renforçant la hiérarchie.**

Dans les cartons :

- encore une proposition de loi pour [un statut / une fonction de direction d'école](#) (déjà refusé à maintes reprises par la profession, la dernière fois c'était à l'automne 2019)
- la relégation des apprentissages considérés comme non fondamentaux par le ministère aux collectivités territoriales, sous la nouvelle forme des 2S2C (Sport, Santé, Culture et Civisme)
- l'appui de l'école à distance sur des plate-formes privées, l'hébergement des données numériques par des [entreprises privées](#) (c'est déjà le cas pour les évaluations nationales)

En clair, le projet c'est de casser l'Éducation Nationale pour en faire une Éducation Territoriale, et privée. Les inégalités ont de très beaux jours devant elles, avec ce programme !

Quand notre ministre dit [se battre « comme un lion »](#) pour porter ce projet, notre devoir de fonctionnaire est exactement de lui résister !

Nous avons des droits : utilisons-les !

Nous ne sommes ni des hussards de la République, ni des esclaves, ni des fonctionnaires-sujets. Nous ne sommes pas les victimes consentantes des impératifs économiques recherchés par le gouvernement. Nous ne sommes pas volontaires pour le sacrifice qui est exigé.

Nous sommes des fonctionnaires-citoyens. Nous sommes des travailleurs et travailleuses, plus ou moins précaires, mais toutes et tous conscient-es de la haute valeur portée par nos métiers. Pour défendre nos missions et nos conditions d'exercice, [l'article sur les moyens légaux à notre disposition](#) sera actualisé au fur et à mesure de la communication du gouvernement.

Pour le service public

L'Éducation doit rester Nationale pour respecter le principe d'égalité qui fonde notre société. Par ailleurs pour combattre les inégalités, la seule action de l'école est insuffisante. **Ce qui crée la « difficulté scolaire », ce sont les inégalités sociales : ne pas manger à sa faim, ne jamais pouvoir avoir un moment de calme, de solitude ou de silence, ne pas avoir de matériel pour étudier, avoir des obligations domestiques, avoir la charge de plus petits que soi.** L'inégalité d'accès à la «réussite scolaire» n'est que rarement une question pédagogique, mais le plus souvent une **question de classe sociale**. Tout dans cette période le montre, que ce soit à travers la classe à distance ou le suivi des travaux : [le confinement n'a pas créé les inégalités, il les a révélées et renforcées.](#)

Le service public de l'éducation nationale est indispensable, et nos métiers sont importants : ils valent la peine que l'on se batte pour eux.